

QUESTIONS SUR L'ACTUALITE

Questions sur l'actualité
24 février 2012- 6h35, 7h35 et 8h35

Editorialiste : Dr Yves Ekoué AMAÏZO,
Radio Africa numéro 1



A retenir

- ✓ Exclusion sociale en Afrique, un concept flou
Mieux vaut appartenir à un réseau ou un clan
- ✓ Ne pas être le bouc-émissaire
- ✓ L'Etat africain n'y voit pas un levier de l'économie
- ✓ Des formes multiples de subordination et d'occlusion sociale

Thème en gestation

- ◆ Guéant contre Letchimy : le « Blanc » est-il supérieur au « Noir » ?
- ◆ Guéant contre Letchimy : Un « Blanc » est-il supérieur à un « Noir » ?
- ◆ République Démocratique du Congo : le Président Joseph Kabila invisible

Exclusion sociale en Afrique : ne pas nier son existence

Le concept d'exclusion sociale est un concept flou qui permet de masquer les carences multiples du manque d'efficacité dans le domaine social en Afrique. La réalité est pourtant là pour rappeler les dures réalités. Il y a naturellement une rupture sociale, une différenciation sociale et souvent en face un pouvoir politique qui use d'un système monopolistique fondé sur l'appartenance à un clan ou un réseau fermé. Il n'est donc pas étonnant que les progrès en matière sociale soient peu visibles et que les objectifs du millénaire du développement, même concentré sur la réduction de l'extrême pauvreté, ne seront pas atteints en 2015 pour la plupart des pays africains. Pourtant la croissance économique sera au rendez-vous. Alors pourquoi y a-t-il des exclusions sociales en Afrique ? La raison première est bien la contamination par l'Occidentalisation des mœurs d'une forme particulière de l'individualisme. Cela accélère la rupture des liens sociaux entre l'individu et la société. La justification se fait par un processus de bouc-émisairisation de celui ou celle qui est à la recherche d'une assistance. Cela prend la forme d'une mise à part de la personne humaine, comme si celle-ci était devenue un déchet de la société à moins qu'elle n'accepte alors une forme de dépendance

-----+~+@+~+~-----
système productif. Alors ils sont nombreux les exclus qui quittent un espace pour un autre, de la zone rurale vers les zones urbaines. Mais la surprise y est de taille. C'est la loi du « débrouille toi » face à des groupes spécifiques, assez bien structurés, qui détiennent une capacité de négociation et de coercition héritée souvent de leur relations avec les partis au pouvoir ou les militaires et autres forces de sécurité liées au pouvoir en place. Alors la mobilité sociale ne donne que peu de résultats car les opportunités d'emplois sont rares ou très mal payées. L'auto-entrepreneuriat devrait en principe prendre le dessus mais il s'agit souvent d'une nouvelle forme d'exploitation où des jeunes sans instruction sont amenés à prendre quelques objets sortis des containers arrivant souvent tout droit des pays asiatiques pour aller les vendre à la criée dans la rue et ne récolter qu'un salaire variant de 1 à 5 % des biens vendus. Il ne faut pas être malade sinon pas de salaire. En cas de perte, de casse ou de vol, c'est souvent la perte de l'emploi quand cela ne s'accompagne pas de brimades de toutes

consistant à se mettre au service de la couche la plus aisée de la société qui soit dit au passage ne respecte en rien les lois sociales en vigueur dans le pays. Les relations dans les réseaux des en-haut-d'en-haut sont telles que l'impunité empêche les corrections et les améliorations sociales nécessaires pour modifier la structuration sociale limitant la solidarité aux fonctions les plus basiques et souvent les plus visibles. Il ne faut donc pas s'étonner que la cohésion sociale peine à se préserver. Les moyens de coercition, que ce soit la force ou le salariat mal payé, permettent souvent de faire perdurer une situation qui se révèle n'être qu'une bombe à retardement tant les injustices s'accumulent. L'insécurité sociale est souvent compensée par de véritables solidarités informelles et souvent répertoriées en dehors du cadre familiale ou ethnique.

L'Etat africain peine à comprendre que l'économie repose sur la mise à disposition d'un pouvoir d'achat décent. Du coup, les mécanismes d'allocation des ressources sous formes d'allocations familiales, de retraites et autres soutiens, sont souvent limités quand ils existent et ne peuvent soutenir efficacement le

sortes. L'Afrique de l'exclusion sociale n'est qu'une conséquence des inégalités intrinsèques au mode de fonctionnement interne à ce continent. La spécialisation économique refusant la transformation localement ne crée pas d'emplois. Les Africains exclus finissent par regarder partir leurs richesses à l'extérieur avec la complicité des élites locales. Celles-ci maîtrisant l'essentiel des pouvoirs de domination, de monopole et de redistribution finissent par faire croire aux exclus qu'il ne s'agit que de fatalité. La résistance ? Les forces en présence ont vite fait de vous le faire oublier. Ce ne sont pas les indicateurs abstraits de l'ONU ou des bailleurs de fonds qui viendront modifier cette donne. L'exclusion sociale se mue en des formes multiples de subordination et d'occlusion sociale. Les opportunités pour sortir de ce cercle vicieux sans y perdre sa dignité sont rares. L'accès à la terre ou aux biens collectifs et les coûts imprévus y afférents rappellent qu'il faut se lever tôt pour sortir de l'exclusion sociale en Afrique. YEA.



Contact Africa1
+33 1 55 07 58 07/01
www.africa1.com

E-mail:

info@africa1.com
yeamaizo@amaizo.info

Questions sur l'actualité

La Grande Matinale
Lundi à Vendredi :
6h35, 7h35 et 8h35

Questions sur l'actualité

Une rubrique qui offre une réponse à
chaud des Africains aux Africains.

Cette chronique afrocentrique permet
d'apporter des éclairages originaux,
assurément différents de
l'occidentalo-centrisme ambiant.



Interdépendance africaine

www.amaizo.info

Rubrique
Chronique afrocentrique

[http://amaizo.info/category/
chronique-afrocentrique/](http://amaizo.info/category/chronique-afrocentrique/)